



LUXEMBOURG

Intervention de S.E. M. Jean Asselborn
Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

Débat du Conseil de sécurité

Le sort des enfants en temps de conflit armé

Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé

New York, le 17 juin 2013



Statement by H.E. Mr. Jean Asselborn
Deputy Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

Debate of the Security Council

Children and armed conflict

Report of the Secretary-General on children and armed conflict

New York, June 17th, 2013



Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous remercier très chaleureusement de l'organisation de ce débat sur le sort des enfants en temps de conflit armé. Mon pays, comme vous le savez, attache une grande importance à cette problématique, et ce depuis de nombreuses années.

J'aimerais saluer ici la Représentante spéciale du Secrétaire général, Madame Leila Zerrougui, et lui exprimer ma reconnaissance pour le travail vital qu'elle effectue. Je voudrais également remercier le Secrétaire général adjoint pour les opérations de maintien de la paix, Monsieur Hervé Ladsous, pour son exposé et l'indispensable contribution du personnel des missions de maintien de la paix à la protection de l'enfance en temps de conflit armé. J'aimerais de même remercier la Directrice exécutive adjointe d'Unicef, Madame Yoka Brandt, pour le travail exemplaire de ses équipes sur le terrain. Je salue, enfin, le fait que la société civile ait pu s'exprimer devant le Conseil. La société civile a, en effet, un rôle important à jouer, et en termes de sensibilisation et en termes de suivi des engagements souscrits.

Le Luxembourg s'associe pleinement à l'intervention qui sera présentée par le représentant de l'Union européenne.

Monsieur le Président,

Nous sommes aujourd'hui réunis pour discuter de la question des enfants en conflit armé à la lumière du dernier rapport annuel du Secrétaire général. Nous le faisons sur arrière-fonds des conflits en Syrie, en République centrafricaine, au Mali et dans l'Est de la République démocratique du Congo, pour ne citer que ceux-là.

Permettez-moi de m'arrêter un moment sur la situation en Syrie.

En Syrie, près de trois millions d'enfants ont été affectés par le conflit jusqu'à présent, des milliers y ont laissé leur vie ; de nombreux autres ont été soumis à d'innombrables tortures ou à des violences sexuelles. Même ceux qui ont échappé au pire sont loin de pouvoir mener une vie normale : plus de la moitié des hôpitaux du pays ont soit été endommagés, soit sont hors d'état de fonctionner. 2.500 écoles ont été partiellement ou intégralement détruites. Ce ne sont là que des chiffres, abstraits, mais derrière ces chiffres combien de souffrances, combien de vies brisées ! Cela ne peut perdurer ! Il nous faut tout faire pour mettre un terme à ce massacre, dont les enfants sont si cruellement et si injustement les premières victimes. Il nous faut, enfin, mettre un terme au conflit en Syrie. Il nous faut trouver une solution politique, une solution qui amène une transition politique en Syrie et qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien, et il nous faut la trouver vite. La Conférence de Genève II apparaît à cet égard de plus en plus comme la Conférence de la dernière chance. La communauté internationale, et en premier lieu ce Conseil, doit enfin assumer ses responsabilités.

Monsieur le Président,

Il y a une douzaine d'années de cela, le Conseil de sécurité a décidé d'aborder résolument la question des enfants et des conflits armés et de lui accorder toute l'attention qu'elle mérite. Depuis, neuf résolutions et 11 déclarations présidentielles ont été adoptées sur le sujet et des progrès notables ont pu être réalisés. Je me réjouis particulièrement de l'adoption d'une nouvelle déclaration présidentielle à l'occasion du débat d'aujourd'hui, par laquelle le Conseil réitère - unanimement et sans ambiguïté - son engagement à mettre un terme aux violations et aux sévices commis à l'encontre des enfants en conflit armé.

Toutefois, aussi important qu'il soit, ce cadre normatif ne suffit pas. Il faut aussi qu'il soit mis en œuvre.

Pour le Conseil de sécurité, cela implique de faire le suivi, et ce de manière conséquente, des décisions qu'il a prises et de les traduire en actes.

Monsieur le Président,

De plus en plus d'Etats membres concernés prennent des engagements afin de mettre fin aux violations à l'égard des enfants en temps de conflit armé. Des dizaines de milliers d'enfants ont déjà pu être libérés dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'action que les Gouvernements ont mis en place en collaboration avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général et les autres entités pertinentes des Nations Unies. Je me réjouis qu'à l'heure actuelle la quasi-totalité des Etats membres concernés aient signé des plans d'action. Je salue tout particulièrement dans ce contexte la campagne de la Représentante spéciale, soutenu par le Secrétaire général, qui a pour objectif de mettre un terme, d'ici 2016, au recrutement d'enfants dans les forces régulières et à leur utilisation dans les conflits armés.

Mais, là-aussi, les engagements seuls ne suffisent pas; encore faut-il qu'ils soient mis en œuvre pleinement.

Depuis le dernier rapport annuel, deux pays ont pu être radiés de la liste d'infamie grâce à la mise en œuvre effective de leurs engagements.

Ces exemples montrent que la problématique des enfants dans les conflits armés nécessite une approche combinant à la fois les mesures incitatives et les mesures plus contraignantes. Les plans d'action créent un espace de coopération qui ouvre des opportunités pour les Gouvernements concernés de travailler avec les Nations Unies, afin de mettre fin aux violations graves commises contre les enfants. Dans ce contexte, le soutien technique et financier pour la mise en œuvre des plans d'action ne doit pas être négligé.

Nous ne pouvons cependant pas limiter notre action aux seuls Gouvernements. La très grande majorité des violateurs récalcitrants sont en effet des groupes armés non-étatiques. Il importe de continuer à les engager également et d'œuvrer pour qu'ils mettent un terme aux sévices contre les enfants. La question des enfants dans les conflits armés ne pourra être réglée de façon définitive que pour autant que toutes les parties d'un conflit respectent leurs obligations.

Dans les situations où le dialogue avec les parties au conflit échoue, d'autres mesures s'avèrent nécessaires. Comme l'a souligné la Représentante spéciale, la plupart des parties listées dans les annexes le sont depuis de nombreuses années. La communauté internationale se doit d'agir et de mettre un terme à ces pratiques. A ce propos, je salue les réflexions en cours au sein du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés sur les meilleurs moyens d'accroître la pression sur les violateurs récalcitrants. Dans ce contexte, le Conseil de sécurité se doit de montrer la voie et d'envoyer un signal fort, au besoin à travers l'imposition de sanctions contre ceux qui persistent à violer les droits des enfants.

Monsieur le Président,

Il ne saurait y avoir de justice tant que ceux qui ont commis les pires atrocités à l'encontre des enfants ne sont pas amenés à rendre compte de leurs actes. C'est la raison pour laquelle la condamnation par la Cour pénale internationale de Thomas Lubanga pour recrutement

d'enfants est emblématique. C'est un message fort à l'adresse de tous ceux qui commettent des crimes contre les enfants : ceux-ci ne resteront plus impunis !

Monsieur le Président,

L'importance grandissante que les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux, et notamment l'Union africaine et l'Union européenne, portent à la problématique des enfants en temps de conflit armé est également un motif de satisfaction et d'espoir. Il est évident que l'engagement au niveau régional ne peut être que bénéfique, en soutenant et en complétant l'action des Nations Unies.

Il en va de même des efforts entrepris au niveau de l'OTAN en vue d'intégrer le cadre normatif développé par le Conseil de sécurité concernant les enfants et les conflits armés dans ses opérations et politiques. Le développement, en coopération avec les Nations Unies, d'un module de formation spécifique, me semble particulièrement opportun à cet égard.

Monsieur le Président,

En 2003, Monsieur Kofi Annan, le Secrétaire général de l'époque, avait plaidé pour une "ère de la mise en œuvre" des résolutions du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés. Dix ans plus tard, des progrès importants ont eu lieu. Mais beaucoup reste encore à faire afin que les enfants puissent enfin un jour être épargnés des atrocités de la guerre.

Je vous remercie de votre attention.

Mr President,

Allow me to thank you warmly for the organisation of this debate on children and armed conflict. As you know, my country attaches great importance to this issue, and has done so for many years.

I would like to pay tribute to the Special Representative of the Secretary-General, Ms Leila Zerrougui, and thank her for the vital work she is accomplishing. I would also like to thank Under-Secretary-General for peacekeeping operations, Mr Hervé Ladsous, for his briefing and the indispensable contribution made by the peacekeeping missions' personnel to protect children affected by armed conflict. I would also like to thank UNICEF's Deputy Executive Director, Ms Yoka Brandt, for the exemplary work done by her teams in the field. I would finally like to welcome the fact that civil society has had the opportunity to address the Council. Civil society has indeed an important role to play, both in terms of awareness raising and in terms of monitoring commitments.

Luxembourg fully subscribes to the statement, which is going to be made by the representative of the European Union.

Mr President,

We have gathered here today to discuss the question of children in armed conflict, in light of the latest annual report by the Secretary-General, against the backdrop of the conflicts in Syria, in the Central African Republic, in Mali and in the East of the Democratic Republic of the Congo, to name but those.

Allow me to consider for a moment the situation in Syria.

In Syria, close to three million children have been affected by the conflict so far and thousands have lost their lives; many others have been subjected to atrocious torture or sexual violence. Even those who have escaped the worst are unable to live a normal life: more than half of the country's hospitals have been damaged or rendered inoperable. 2500 schools have been partially or completely destroyed. These may appear to be abstract figures, but how much suffering is obscured by them; how many shattered lives hide behind them! This cannot go on. We must do everything to end this massacre, of which children are most cruelly and unjustly the first victims. We must end the conflict in Syria. We need to find a political solution, a solution which brings political transition to Syria and which responds to the legitimate aspirations of the Syrian people, and we need to find it fast. The Geneva II Conference appears more and more like a last-chance opportunity. The international community, and first of all this Council, finally needs to take its responsibilities.

Mr President,

A dozen years ago, the Security Council has decided to resolutely take on the issue of children and armed conflict and to give it the full attention it merits. Since then, nine resolutions and 11 presidential statements have been adopted on this topic and considerable progress has been made. I particularly welcome the adoption of a new presidential statement on the occasion of today's debate, by which the Council – unanimously and unambiguously – reiterates its commitment to end violations and abuses committed against children in armed conflict.

However, for all its importance, this normative framework is not enough. It also needs to be implemented.

For the Security Council, this implies consistent monitoring of its decisions, and their translation into action.

Mr President,

More and more concerned Member States make commitments to end violations against children affected by conflict. Tens of thousands of children have been freed in the context of the implementation of the action plans put into place by governments, in collaboration with the Office of the Special Representative of the Secretary-General and other relevant UN entities. I welcome the fact that on this day, almost all concerned Member States have signed action plans. I particularly commend in this context the Special Representative's campaign, supported by the Secretary-General, which aims to end the recruitment of children into regular armed forces and their use in armed conflict until 2016.

Here again, commitments alone are insufficient; they need to be implemented fully.

Since the last annual report, two countries were removed from the "list of shame", thanks to the effective implementation of their commitments.

These examples show that the issue of children in armed conflict requires an approach, which combines incentives and more coercive measures. Action plans create a space for cooperation, which gives governments the opportunity to work with the United Nations in order to end grave violations committed against children. In this context, technical and financial support to the implementation of action plans must not be neglected.

We can, however, not limit our action to governments alone. The great majority of persistent perpetrators are indeed non-State armed groups. It is necessary to continue engaging with them as well and to press on them to stop their abuses against children. The issue of children in armed conflict cannot be solved definitively unless all parties to a conflict respect their obligations.

In situations where dialogue with parties to the conflict fails, other measures become necessary. As has been stressed by the Special Representative, most of the parties listed in the annexes have been so for many years. The international community must act to end these practices. In this regard, I welcome the on-going reflections in the Security Council's Working Group on Children and Armed Conflict on the best means to increase pressure on persistent perpetrators. In this context, the Security Council has to show the way and needs to send a strong signal, if necessary through the imposition of sanctions against those who persist in violating children's rights.

Mr President,

There can be no justice so long as those who have committed the worst atrocities against children are not held accountable for their actions. This is the reason why the International Criminal Court's condemnation of Thomas Lubanga for the recruitment of children is such a landmark moment. It is a powerful message to those who commit crimes against children: they will no longer remain unpunished!

Mr President,

The growing importance that regional and sub-regional organisations and arrangements, notably the African Union and the European Union, are attaching to the problem of children affected by armed conflict is also a reason for satisfaction and hope. It is evident that the commitment at the regional level can only be beneficial, by supporting and completing the action of the United Nations.

The same goes for efforts undertaken by NATO to integrate the normative framework developed by the Security Council on children and armed conflict into its policies and operations. The development, in cooperation with the United Nations, of a special training module, seems particularly opportune in this regard.

In 2003, then Secretary-General, Kofi Annan, had advocated for an “era of implementation” of the Security Council's resolution on Children and Armed Conflict. Ten years later, important progress has been made. But much more remains to be done so that children may one day be spared the horrors of war.

Thank you for your attention.